

lieuxdits #29
Juin 2026

édito	
Le pouvoir est éphémère, seule la connaissance est soutenable	1
par le comité éditorial	
De la responsabilité universitaire	2
Pierre Caye	
Rétroconception des thermes impériaux romains en Afrique du Nord	8
Zaineb Naïfer	
Preserving suspended structures with light façades (1960-1980)	16
Giuseppe Galbiati	
Entre les lignes	20
Arthur Stache, Tomás Barberá Ramallo	
Workshop GR DYLE	28
Jean-Philippe De Visscher, Christian Nolf, Guillaume Vanneste, Ward Verbakel	
Les matériaux à changement de phase pour modifier la masse thermique des bâtiments	34
Gilles Baudoin	

lieuxdits #29



Faculté d'architecture, d'ingénierie architecturale, d'urbanisme de l'Université catholique de Louvain
Louvain research institute for Landscape, Architecture, Built environment



Référence bibliographique :
Pierre Caye, "De la responsabilité universitaire", lieuxdits#29, juin 2026, pp.2-7

SEMESTRIEL

ISSN 2294-9046
e-ISSN 2565-6996



Éditeur responsable : Le comité éditorial, place du Levant, 1 - 1348 Louvain-la-Neuve (lieuxdits@uclouvain.be)
Comité éditorial : Damien Claeys, Gauthier Coton, Brigitte de Terwangne, Nicolas Lorent, Pietro Manaresi,
Catherine Massart, Giulia Scialpi, Dorothée Stiernon, Hugo Vanhamme
Conception graphique : Nicolas Lorent
Imprimé en Belgique par Snel Grafics | Herstal



www.uclouvain.be/loci
www.uclouvain.be/lab

De la responsabilité universitaire

Auteur

Pierre Caye

Philosophe et directeur de recherche au CNRS. Ancien élève de l'École normale supérieure, il est spécialiste de la pensée technique et architecturale, notamment du vitruvianisme et de la Renaissance. Ses travaux interrogent les fondements du développement durable et la critique du système productif contemporain.

Résumé. *À l'heure où s'enchaînent les crises économiques, climatiques et politiques, l'université se voit régulièrement rappelée à ses responsabilités à l'égard de la société. Les réponses déontologiques, dogmatiques ou sociologiques à cette interpellation étant insatisfaisantes – aspects du problème plus que solutions – il faut se souvenir que la première des responsabilités de l'université est de produire, de conserver et de transmettre des savoirs. Or, cette responsabilité, l'université doit moins l'assumer envers notre société empressée qu'à l'égard des générations futures. La tâche des universitaires est de préserver, malgré les urgences sociétales et les agendas politiques, un sens du temps long propre aux savoirs et de veiller, ainsi, à la transmission des conditions mêmes de la vie humaine.*

Mots-clés. *responsabilité · université · incertitude · savoir · éthique*

Abstract. *At a time when economic, climate, and political crises are unfolding one after another, the university is regularly reminded of its responsibilities towards society. Since ethical, dogmatic, or sociological responses to this challenge are unsatisfactory – representing aspects of the problem rather than solutions – we must remember that the university's foremost responsibility is to produce, preserve, and transmit knowledge. However, the university owes this responsibility less to our impatient society than to future generations. The task of academics is to preserve, despite societal urgencies and political agendas, a long-term perspective inherent to knowledge, and thus to safeguard the transmission of the very conditions of human life.*

Keywords. *responsibility · university · uncertainty · knowledge · ethics*

Le texte qui suit reprend la conférence inaugurale ayant pour titre *Le pouvoir du projet : l'architecture comme critique du système productif contemporain*, donnée à Louvain-la-Neuve, le 8 septembre 2025.

I.

Il m'a été demandé, au moment où s'ouvre la nouvelle année universitaire, de réfléchir sur les responsabilités de l'université et de ses membres en un moment d'extrême incertitude économique, politique et géopolitique, voire intellectuelle (l'incertitude qu'engendre l'IA), une incertitude qui affecte autant l'université que le reste de la société. Question ô combien pertinente au moment où un grand nombre d'étudiant·es de première année de bachelier découvrent ce monde nouveau et singulier, non seulement par ses contenus, mais aussi par ses méthodes en vue d'une approche plus vaste, plus globale du réel, un moment privilégié qui va profondément influencer sur le reste de leur existence!

Il faut prendre au sérieux ce terme d'université qui signifie deux choses : le rassemblement des savoirs et, si possible, des savoirs *in progress* en lien étroit avec la recherche (ce qui n'est pas le cas du secondaire), mais également l'entité

morale collective que forme l'université (ce que le droit romain appelle *universitas*), une personne juridique collective qui a pour fonction de remplir une mission d'intérêt général pour ne pas dire universel, à savoir l'enrichissement et la propagation des savoirs au service de la construction de la société.

C'est dire quelle est notre responsabilité à nous tous et toutes, chacun·e dans nos domaines scientifiques et dans nos fonctions : étudiant·es comme enseignant·es, administrateurs comme chercheurs, sans oublier le personnel de soutien sans lequel rien ne pourrait fonctionner. Il convient assurément que notre responsabilité soit à la hauteur de cet enjeu. Cela va de soi. Même s'il est toujours plus difficile de rendre raison de l'universel que du détail.

Je reviens sur ce moment d'incertitude propre à notre temps, qui exige de notre part plus de vigilance et de circonspection dans nos propos, et qui appelle naturellement à la responsabilité, tandis que nul ne peut se prétendre assez fort, assez souverain ni avoir un suffisant sens des responsabilités pour échapper au chaos des institutions. C'est là un premier paradoxe : quand tout va bien, et qu'on a tout loisir d'exercer notre pensée sans contrainte, on nous demande peu de comptes. Tout va bien! Faites

comme vous l'entendez. Amusez-vous bien dans le parc à jeu, profitez des friandises – comme dit Peter Sloterdijk (2000) – qu'offre la société de consommation, procurez-nous-en même un peu de récréations en vous montrant inventif et même provocant pour nous stimuler et nous divertir. Je n'ai pas besoin de rappeler le soutien à la révolution culturelle chinoise des intellectuels des années 1970, à l'Iran islamiste au cours des années 1980 ou encore les pétitions en faveur de la pédophilie signées par quelques-uns de nos anciens collègues. Il serait aisé de montrer (mais ce n'est pas notre sujet) que, dénuées pourtant de tout impact réel sur leurs objets, les idées alors diffusées ont néanmoins, par une ruse de la raison, contribué à l'extension du marché et de ses lois.

Mais, dès que la situation se tend, dès que le niveau de l'eau monte, au sens figuré comme au sens propre, ainsi que c'est le cas aujourd'hui, on nous demande au contraire de vraiment faire preuve de responsabilité. Mais quelles responsabilités? Nous universitaires, nous ne sommes pas des acteurs et actrices économiques ou politiques, sauf exception. Nous n'avons guère de moyens d'influer sur les décisions dont dépend l'avenir de nos pays. Or il n'y a pas de responsabilité sans moyen de les exercer. Première question : quels sont les moyens que la puissance publique est prête à nous accorder pour remplir nos responsabilités? La puissance publique nous demande de faire preuve d'autant plus de responsabilité qu'elle se refuse à nous en donner. Il nous est demandé de maintenir nos étudiants et l'université dans le droit chemin alors qu'elle-même peine à gouverner l'ensemble de la société en étant pourtant dotées de mille fois plus de moyens et de prérogatives.

On nous parlera de responsabilité morale! Très bien, mais qu'est-ce qu'exercer une responsabilité morale dans des sociétés, les nôtres, fondées sur la neutralité axiologique, sur l'indifférence des valeurs? Neutralité et indifférence au demeurant nécessaires pour fluidifier les échanges et stimuler l'économie de marché, qui repose si on y réfléchit bien sur une bonne dose d'irresponsabilité (prédation écologique, spéculation financière, propagation de l'argent gris, voire de l'argent noir...). L'économie est une science amoralisée, une science des abstractions et des agrégats, et non de la vie humaine, mais aussi antipolitique : non plus au service du bien-vivre d'une communauté humaine, mais de l'autovalorisation du capital. Bref, nous voici arrivés au point où une société structurellement irresponsable commence à demander des comptes à la cantonade. L'histoire du gouvernement français actuel en témoigne.

Trois mauvaises réponses nous sont aujourd'hui proposées pour nous aider à assumer notre responsabilité par gros temps : une première, déontologique ; une deuxième, dogmatique ; une dernière, sociologique.

1. La première réponse nous est apportée par les innombrables codes ou comités de déontologie que nous sommes enjoint de respecter, voire de rejoindre, précisément parce qu'on ne sait pas ce qu'est notre responsabilité et qu'il faut bien suppléer une telle absence. Ces codes vont en général au-delà du droit civil; c'est un nouvel ordre disciplinaire de la profession qui vient réduire les libertés académiques¹ et dont le non-respect peut briser les carrières.
2. Dans le même esprit, on constate aujourd'hui un très fort retour au dogmatisme, symptôme évident de l'incertitude et de la dureté des temps : face à nos incertitudes, on se replie sur nos médiocres certitudes, et face à cette dureté on se durcit soi-même. Les gardiens de la raison dénoncent la post-vérité. Je dois dire que je ne comprends pas bien le post- comme si les périodes antérieures étaient illuminées par la raison et animées par leur amour de la vérité, tandis que la nôtre plongerait dans de nouveaux *dark ages*. La rumeur, le complot, la paranoïa font partie de la vie des sociétés depuis l'origine et n'ont jamais empêché celles-ci ni d'affronter avec succès les défis politiques de leur époque ni de construire leurs savoirs avec rigueur et efficacité. Faut-il rappeler que l'un des événements les plus structurants de la modernité politique, le plus progressiste — la Révolution française — est partiellement issu de ce qu'on appelle la Grande Peur, vaste rumeur apocalyptique d'effondrement des institutions et du pouvoir symbolique du roi! On pourrait longuement parler par exemple du XIX^e siècle, le siècle de la révolution industrielle et de la formation disciplinaires des savoirs contemporains, qui fut pourtant agité par les idées les plus étranges : siècle de spiritualisme, d'occultisme, moment de très hautes eaux religieuses. Une chaîne de radio d'information française, France Info, prétend que : "L'information n'est pas une opinion". Je propose de rebaptiser cette radio la Pravda. Je tiens à rappeler à ceux qui opposent la bonne information à la mauvaise opinion qu'*information* veut bien dire ce qu'elle veut dire : former les esprits, si ce n'est même les formater. Dans l'histoire de la métaphysique, l'opinion est liée à la multiplicité, alors que la forme est toujours au ser-

1 - Le ministère français émet de très nombreuses règles en la matière.

vice des processus d'unification. En réalité, les informations quotidiennes, même appuyées sur des faits avérés et patents, finissent en opinion, *in extenso* se concluent toujours par une interprétation plus ou moins clairement exprimée, plus ou moins valide, toujours tributaire de telle ou telle perspective plus ou moins étroite. Pour qu'un fait accède à la vérité, il faudrait le point de vue de Dieu, la capacité d'un esprit omniscient à mettre en corrélation ce fait avec des milliards et des milliards d'autres faits dans la chaîne des temps, c'est-à-dire dans la provenance infinie des causes innombrables qui l'ont engendré et dans la suite non moins infinie des conséquences qu'il est susceptible de produire dans le futur. La différence n'est pas entre la vérité et l'opinion, mais comme l'indique Platon lui-même entre l'opinion triviale, le bistrot du commerce, et l'opinion droite, c'est-à-dire celle qui donne lieu à un débat raisonné, à un travail d'éclaircie de ses pré-supposés et de ses postulats. Si on prend au sérieux le test de validité des théories scientifiques que propose Karl Popper (1988), selon lequel la force d'une théorie consiste dans sa réfutabilité (quel joli paradoxe : la possibilité d'une théorie d'être vraie, c'est sa possibilité d'être fausse, et même la probabilité qu'elle le sera un jour, qu'elle sera en tout cas réfutée), alors même les théories scientifiques relèvent de l'opinion droite (c'est au demeurant la thèse du *Théétète* de Platon : la scientificité pure, l'épistémè est introuvable) : la réfutabilité, c'est-à-dire la capacité de fournir en même temps que ses axiomes les éléments de leur critique, le contraire même du dogmatisme. Dans ce cadre, lorsqu'on nous demande d'être responsable, on finit toujours par nous demander de nous faire le relais du dogmatisme, voire de ce qu'on appelle aujourd'hui en France la *sécurité cognitive*, et il ne faudrait pas que nous devenions, nous universitaires, des agents de sécurité cognitive. L'IA, aisément programmable à cette fin, suffira à y pourvoir.

3. Pour assouplir ce dogmatisme, on nous dit – troisième réponse – que cette vérité n'est pas le résultat d'une instance supérieure et divine qui s'appellerait Vérité ou Raison, mais qu'elle est le fruit du consensus de la communauté scientifique, une sorte de point de vue de Dieu réduit à son immanence la plus triviale. On passe de la métaphysique à la sociologie. On réduit l'omniscience divine à de l'intelligence collective humaine. Je me contenterai

sur ce point de rappeler quelques épisodes simples, mais instructifs de l'histoire des sciences.

À la fin du XIX^e siècle, Lord Kelvin et toute la communauté des physiciens de son temps considéraient que l'explicitation de la thermodynamique mettait fin à la physique et qu'il n'y avait plus aucune grande découverte à en attendre, seulement des applications à développer et à multiplier. Pourtant, à peine quelques années plus tard, en 1900, Max Planck introduit le principe de la quantification de l'énergie à l'origine de la physique quantique. En 1905, Albert Einstein découvre le principe de relativité restreinte et, en 1915, il formule celui de la relativité générale. Einstein, au sujet des difficultés qu'il rencontra pour imposer sa théorie, jugeait qu'on ne réussit jamais à persuader ses collègues, il faut seulement attendre que leur propre position finisse par perdre leur crédit collectif sous les coups de ses propres innovations et de leur validation. Certes le savoir est le résultat d'une accumulation d'expériences faites par des milliers et des milliers de scientifiques dispersées à travers le monde, mais la découverte impose souvent une rupture, une singularité qui, elle, est imprédictible, inorganisable, et qui échappe, ce faisant, à la machine collective. La responsabilité ne saurait se limiter à faire ou à dire comme le collègue, ni à chercher à lui faire plaisir, même si votre carrière en dépend. Il y a des illusions collectives, ce que le chancelier Francis Bacon (1620), qui s'y connaissait en matière de méthodologie scientifique, appelait les "idoles de la tribu". Et la tribu scientifique cultive au moins autant d'idoles que les tribus les plus archaïques du passé.

II.

Cela dit, je ne voudrais pas me défilier en prétendant que nous n'avons pas d'autre responsabilité quand on exerce notre métier d'universitaire que de respecter les lois générales du pays bien à l'abri derrière nos libertés académiques. Nous avons bien sûr une responsabilité, mais une responsabilité que nous pouvons assumer sans en passer par les fourches caudines actuelles de la déontologie, de la dogmatique et du conformisme sociologique.

La faiblesse essentielle des trois réponses que je viens de dénoncer, c'est que celles-ci se trompent de destinataire. Elles sont toutes sociales : je veux dire par là qu'on nous demande d'assumer la responsabilité de notre savoir à l'égard de la société, de la citoyenneté (science citoyenne), autrement dit de rendre raison des effets du savoir sur la vie politique et sociale. Pour ma part, j'ai une vision de la responsabilité exac-

tement inverse. Nous devons moins répondre du savoir et de ses effets sur la société, qu'assumer notre responsabilité à l'égard du savoir, de son enrichissement, de son enseignement et de sa transmission : faire en sorte que la société respecte les savoirs, responsabiliser la société à l'égard des savoirs et de leur transmission. Bref, nous devons répondre de la survie des savoirs dans des sociétés elles-mêmes affectées par la misologie, par la haine du discours et de la pensée. Je ne vais pas aujourd'hui expliquer pourquoi nos sociétés commerciales, essentiellement structurées par la dialectique de l'échange et de la redistribution, de la marchandisation généralisée de la société et de l'impôt, de la croissance et de la régulation, sont moins propres à la recherche, que les sociétés politiques en quête d'institutionnalisation de la vie. Si nous sommes responsables, nous le sommes du savoir et de ce que la société fait au savoir.

Je vais à nouveau recourir à un point de droit, et plus particulièrement au régime juridique de la représentation et à ses effets sur la théorie de l'institution (puisque je viens d'évoquer en passant la notion d'institutionnalisation). Lorsqu'on parle ou qu'on agit, on le fait toujours *au nom de...*, c'est-à-dire en lieu et place d'une instance qu'on représente et qui agit à travers nous. Même s'il n'est jamais bien clair de savoir qui se cache sous ce nom, et si celui-ci est souvent source de confusion. La psychanalyse a pour tâche d'identifier ce nom. On pourrait dire de prime abord, dans la perspective utilitariste qui règne aujourd'hui, que nous parlons et que nous agissons au nom de nos intérêts; mais qui peut dire en toute conscience quels sont ses intérêts et surtout ce qu'ils valent vraiment, en quoi ils sont intéressants? Qui peut prétendre savoir ce qui lui est vraiment utile à moins d'être doté précisément du point de vue de Dieu? Nos intérêts servent toujours d'autres intérêts, supérieurs, plus puissants, plus dominateurs encore, que notre ego est amené à servir aveuglément au cœur même de son narcissisme, dans l'obsession de ses petits calculs hédonistes. C'est pourquoi les théologiens ont raison d'identifier le nom de référence au nom de quoi on parle, de l'identifier au père qui marque bien cette supériorité. Sous la figure du père, c'est en réalité tout ce qui nous précède, tout ce qui vient de l'amont, qui non seulement nous sert de référence, mais qui, à travers nous, accède à une présence renouvelée. Lorsque nous parlons, nous parlons au nom de la langue que nous parlons (la langue maternelle : un bel exemple de précédence), et en réalité dans notre bouche c'est moins nous qui parlons aux autres que la langue elle-même qui se parle à elle-même.

Tout cela pour dire que nous, universitaires, quand nous parlons, nous parlons au nom de la langue et cette langue elle-même parle au nom des savoirs que nous cultivons. Le savoir est, lui aussi, une forme du père, en tout cas il en est ainsi chez Platon et plus tard dans la scolastique, voire davantage encore dans le savoir absolu hégélien que Nietzsche compare au soleil de grand midi. Membre du conseil scientifique, je le suis non en raison de mon grade ni de mes titres universitaires, ni non plus parce que j'appartiendrai à un autre établissement universitaire avec lequel Louvain serait en relation conventionnelle. Je suis membre du Comité scientifique de l'Institut LAB² parce qu'en raison de mes travaux, de mes recherches, de mes publications, je représente une partie des domaines que traite la faculté : la tradition humaniste et classique de l'architecture, mais aussi les traités d'art, le tout en lien avec ce que peut l'architecture pour le développement durable ; et si on prend en compte l'ensemble des membres du Conseil, nous couvrons tous ensemble un vaste spectre des savoirs de l'ingénierie et de l'architecture qu'il revient à la faculté de développer et de transmettre. Nous parlons donc au nom du savoir et le savoir parle à travers nous. Nous représentons le savoir et notre responsabilité porte sur notre capacité à bien le représenter. Et, sans doute, bien le représenter, c'est le représenter à sa place, non pas comme un savoir absolu, car il nous faudrait être dieu pour le représenter dignement, mais le représenter pour ce qu'il est et pour ce que nous sommes ; un savoir régional, une simple découpe mentale du réel opérée, dans les limites de son objet, par un esprit fini, le nôtre, pour mieux s'orienter dans le monde. C'est cela notre première responsabilité : trouver la juste place pour les savoirs que nous représentons par rapport aux autres savoirs et connaître notre non moins juste place en tant que nous le représentons.

Je reviens à la notion d'*université* que j'évoquais en introduction. L'université est une institution. Qu'est-ce qu'une institution? Une institution est un rassemblement de compétences juridiques, scientifiques et techniques qui, à travers un certain nombre de procédures qu'elle met elle-même en place pour organiser ce rassemblement, accomplit une mission, le plus souvent une mission d'intérêt public, et mieux encore développe une idée d'œuvre, une idée de ce qui est à faire pour donner une dimension signifiante et symbolique à la mission qu'elle se doit de remplir. La mission de l'université pour laquelle tous les acteurs et toutes les actrices de l'université, quelles que soient leurs fonctions, sont appelés à collaborer, c'est à la fois l'enrichissement des savoirs et leur transmission. Et c'est de cela d'abord

2 - Les membres du Comité scientifique de l'Institut LAB sont : Marilyne Andersen, Paul Boino, Pierre Caye, Dietmar Eberle, Matthew Gandy, Elsa Garvaglia.

que nous sommes responsables. Si le Conseil d'administration représente la personnalité morale de l'université, sa part subjective en charge de la mission, les membres de l'université eux représentent le contenu objectif de la mission dont l'université a la charge.

Voilà donc notre première responsabilité par ordre d'importance, celle qui justifie toutes les autres, car si elle est bien la première, elle n'est pas la seule. À partir de cette responsabilité fondamentale, et d'elle seulement nous sommes alors en mesure de remplir nos responsabilités à l'égard de la société. Mais là aussi pas d'excès de vitesse! Avant de remplir notre responsabilité à l'égard de notre société présente, nous devons au préalable répondre de la société des générations futures, de la possibilité même pour les générations futures de faire société, comme nous le commande au demeurant notre responsabilité à l'égard de la transmission des savoirs. Répondre de la transmission des savoirs, ce n'est pas seulement répondre de leur enrichissement et de leur accumulation, mais aussi de notre capacité à transmettre, de la transmission elle-même, et peu importe alors la nature de ce qui est transmis; car le fait d'accumuler ou de progresser ne donne pas pour autant l'assurance de transmettre. Transmettre, c'est transmettre d'abord les conditions de la transmission, ses gestes même. Je viens de dire que peu importait ici l'objet de la transmission. Ce n'est pas tout à fait exact, car il est vrai que le savoir par définition est appelé à être transmis. Il existe une coappartenance essentielle entre savoir et transmission : le savoir est la matière privilégiée de la transmission.

III.

Parce que nous avons en charge la transmission des savoirs, la première société avec laquelle nous avons à faire est celle des générations à venir, et nous ne pouvons remplir notre responsabilité à l'égard des générations présentes qu'à partir du moment où nous aurons satisfait aux générations futures. Nous verrons ce que signifie être responsable pour notre temps à partir du moment où cette responsabilité est dépendante de notre responsabilité à l'égard des générations futures.

Vous connaissez sans doute le fameux Rapport Brundtland publié par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement des Nations-Unies en 1987 : *Our common future*. Pour la première fois ou presque est donnée une définition de la notion de *développement durable*. Le développement durable est un développement qui assure,

dans le cadre de la production présente, la transmission et le maintien des conditions de production d'une génération à l'autre : c'est rappeler que la tâche de chacun est non pas de dépenser et de consommer, mais d'abord d'accumuler et d'enrichir les moyens de la vie, de patrimonialiser le présent pour mieux en assurer la transmission. Qu'est-ce qu'un patrimoine? Le patrimoine c'est du capital, mais ce n'est pas n'importe quel capital. Le patrimoine c'est du capital affecté à une mission, et pas seulement à son autoaccroissement comme c'est le cas du capital financier : une mission qui a le plus souvent une dimension commune, voire publique. Le patrimoine c'est aussi du capital protégé pour éviter son excessive marchandisation, sa dissolution dans les logiques mercantiles : du capital inaliénable, indisponible, imprescriptible. Enfin, le patrimoine représente des biens qui ont vocation à être transmis plutôt qu'échangés. À ce titre, le savoir est l'expression la plus achevée de la notion de patrimoine qui, elle-même, est le fondement de la perpétuation des sociétés, son assise et sa ressource.

Le fait que notre responsabilité sociale se trouve conditionnée par notre responsabilité à l'égard des générations futures signifie aussi que nous ne réussissons à nouer un réel rapport au social que par le rapport que nous entretenons avec le temps. De fait, ce n'est pas parce que nous sommes universitaires que notre opinion sur l'état du monde est plus valide que les autres. Si c'était le cas, nous ne serions plus en démocratie, mais en épistocratie, soumis au gouvernement des savants et des experts, à moins que les savants soient du côté non plus du pouvoir, mais de la contestation, en mettant leurs savoirs au service de la remise en cause de la domination économico-technique exercée par les technocrates et les autres ingénieurs du gouvernement.

Ou encore ce n'est pas parce que nous avons une approche scientifique et analytique d'une question que nous avons pour autant les moyens de résoudre les difficultés que celle-ci rencontre ou suscite. Il ne faut pas confondre le scientifique et l'expert. Le scientifique produit un savoir indépendant des intérêts, tandis que l'expert mobilise ce savoir pour formuler des problèmes et proposer des solutions orientées vers l'action en tenant compte du contexte politique, culturel, financier, ainsi que de l'intérêt des différents groupes sociaux.

Je crois que notre responsabilité à l'égard de la société est à la fois plus profonde et plus circonscrite, qu'elle est, si j'ose dire, hors contexte, une responsabilité inconditionnelle et absolue qui n'a

pas à tenir compte des divers biais qui affectent nos sociétés, ni des diverses caractéristiques qui les distinguent, ni des divers intérêts souvent conflictuels qu'elles servent : une responsabilité universelle ! Cette responsabilité universelle, pour être universelle, ne saurait pour autant porter sur tout ; encore une fois, nous ne sommes pas Dieu. Elle porte essentiellement sur notre rapport au temps, sur la donation du temps que favorise la transmission des savoirs qu'il nous revient d'assurer. Nous avons pour tâche de ménager le sens du temps long dans des sociétés essentiellement soumises aux impératifs du court terme, du quarter term, des résultats trimestriels par exemple dans le monde de l'entreprise, ou bien de la séquence dans le storytelling qui caractérise l'action politique contemporaine. Autrement dit, nous avons la responsabilité de garder le temps : nous sommes des garde-temps, comme il y a des garde-côtes ou des gardes forestiers. Mais au nom de quoi sommes-nous en mesure d'exercer cette responsabilité ? Précisément au nom des savoirs que nous enseignons en tant que les savoirs, dans notre culture, plongent leurs racines dans des expériences de pensée immémoriales : non seulement la philosophie ou les mathématiques, mais même des savoirs plus récents comme l'étude du réchauffement climatique qui relève de la distinction aristotélicienne entre la cosmologie (ce que nous appelons aujourd'hui l'astrophysique) et les météorologiques, l'étude de l'atmosphère, là où le monde céleste subit des accidents et des variations.

C'est parce que les savoirs plongent loin dans le temps leurs racines qu'ils ont une origine, et nous savons depuis Husserl et *L'origine de la géométrie* (1936) combien le fait que les savoirs aient une origine signifie aussi qu'ils répondent au destin de l'homme bien au-delà de leurs seules utilité et efficacité. J'ajouterai que plus l'origine du savoir remonte loin, plus cette dimension destinale est forte. L'architecture qui est ici enseignée dans ses formes les plus contemporaines a elle aussi une origine profonde qui détermine notre être au monde, notre façon de l'habiter, de l'habiter non seulement spatialement en contribuant à cultiver notre sens de l'espace, mais aussi de l'habiter temporellement en contribuant à enrichir notre sens du temps. Si l'architecture nous fait accéder au travail du temps, ce n'est pas seulement parce que l'art de circonscrire matériellement un espace spécifique dans un environnement est sans doute plus vieux encore que la peinture pariétale, mais parce que l'objet même de l'architecture est l'espace et le temps, mieux encore la façon même de convertir le temps en espace, et l'espace en temps.

IV.

Il reste cependant encore du chemin à faire avant de rentrer dans le détail de nos responsabilités sociale, environnementale et morale, et d'en formuler la traduction concrète. Je me contenterai ici de deux remarques à ce sujet. D'abord, ces trois responsabilités n'en font qu'une : les dimensions sociale, morale et environnementale sont étroitement intriquées, précisément parce qu'il y va à chaque fois de notre habitation du monde. Ensuite, on ne peut remplir notre responsabilité sociale, environnementale et morale qu'au prix de la transformation du système productif qui passe elle-même par la transformation concomitante à la fois de nos technologies, de nos rapports sociaux, de nos rapports à la nature, de notre organisation économique et de sa comptabilité, voire de la façon que nous avons de vivre au quotidien, ce qui ne peut que bouleverser notre culture et nos conceptions intellectuelles. En évoquant notre responsabilité à l'égard du savoir au nom de la transmission du temps, ainsi que de la construction de la durée à travers les savoirs, j'ai essayé de faire un pas en ce sens. ■

Bibliographie

- Bacon, F. (1857[1620]). *Novum organum*. Traduction par A. Lorquet, Paris : Hachette.
- Brundtland, G. H. (1987). *Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'ONU : 'Notre avenir à tous'*.
- Husserl, E. (1962[1936]). *L'origine de la géométrie*, Traduction par J. Derrida, Paris : PUF.
- Popper, K. R. (1988). *La logique de la découverte scientifique*, Paris : Payot.
- Sloterdijk, P. (2000). *Règles pour le parc humain : une lettre en réponse à la 'Lettre sur l'humanisme' de Heidegger*, Traduction par O. Mannoni Paris : Mille et une nuits.